

LA LETTRE DE VEILLE

du Centre Islamique pour le Développement du Commerce

01 NOVEMBRE 2023

NUMÉRO 01



Sommaire

Actualité analysée - Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun... Le monde des moulins sous tension
Le Maroc à grande vitesse • Économie du sport: Quand les pays du Golfe montrent la voie
Asie Sud-Est : Indonésie lance son train à grande vitesse
Actualité chiffrée - 14,36 millions de visiteurs internationaux à Dubaï
Actualités en Bref
Agenda



□ ACTU ANALYSÉE

Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun... LE MONDE DES MOULINS SOUS TENSION

Entre les difficultés d'approvisionnement dues à la crise en Ukraine et la concurrence accrue, le secteur meunier traverse des périodes de turbulences en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique a besoin de démultiplier les investissements et surtout les synergies de coopération pour réaliser le chantier de la souveraineté alimentaire.

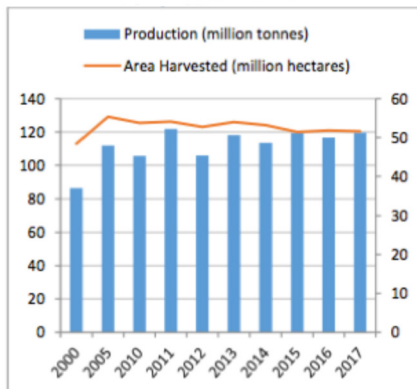
Le blé est l'une des plus anciennes sources de nourriture pour l'homme. Selon la FAO, il est la deuxième culture alimentaire en importance après le riz, fournissant 20% des protéines et des calories quotidiennes à 4,5 milliards de personnes dans le monde. Actuellement, le blé est la céréale

plus cultivée dans 128 pays, avec une production mondiale de 772 millions de tonnes en 2017. À l'échelle mondiale, environ 61% de la production de blé est utilisée pour l'alimentation humaine et 17% pour l'alimentation animale. Aujourd'hui, le constat implacable est que le blé est également

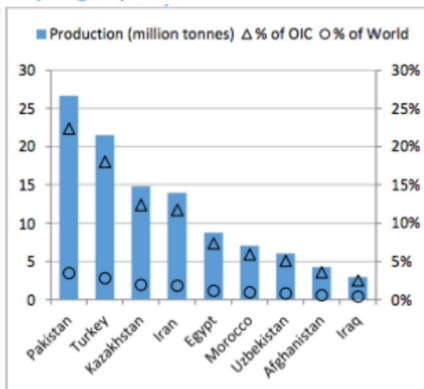
l'une des cultures céréalières les plus populaires dans la majorité des pays membres de l'OIC. Toujours selon les dernières estimations de la FAO, la production de blé dans les pays de l'OIC aurait été de 119 millions de tonnes en 2017, contre 86 millions de tonnes en 2000. Au cours de la même période, la superficie totale consacrée à la récolte de blé est également passée de 48,4 à 51,6 millions d'hectares. D'autre part, la part des pays de l'OIC dans la production totale de blé dans le monde a connu une croissance moyenne d'environ 15% en 2017. En 2017, 38 pays membres produisaient du blé sur une superficie totale récoltée de 51,6 millions d'hectares, ce qui correspond à 17,5% de la superficie totale des terres arables et des cultures permanentes.

Au niveau des pays, la culture et la production de blé sont restées fortement concentrées dans une poignée de pays de l'OIC. En 2017, les 10 plus gros producteurs représentaient environ 91% de la production de blé de l'OIC. Parmi ces principaux producteurs de blé, le Pakistan à lui seul représentait près du quart (22,3%) de la production totale de l'OIC, suivi de la Turquie (18,0%), le Kazakhstan (12,4%) et l'Iran (11,7%). Actuellement, 6 pays membres de l'OIC sont classés parmi les 20 premiers producteurs de blé au monde. Parmi ces membres, le Pakistan est classé 8^{ème}, la Turquie 11^{ème}, le Kazakhstan 15^{ème}, l'Iran 17^{ème} et l'Égypte 18^{ème}. .../...

Production de blé et région (rhs)



10 plus gros producteurs de blé de l'OCI, 2017



Source : Base de données en ligne de la FAOSTAT

.../... Le blé est le pilier de l'agriculture dans les principaux pays membres de l'OCI producteurs de blé. Au Pakistan, principal producteur de blé de l'OCI, plus de 80% des agriculteurs cultivent du blé sur environ neuf millions d'hectares de terres, soit environ 40% du total des terres cultivées du pays. Au Pakistan, par exemple, plus de la moitié du blé est produite sur les terres irriguées du Pendjab. Après avoir posé ce tableau qui démontre avec éloquence l'expertise et les avancées de certains pays de l'OCI dans le domaine de la culture du blé, cependant dans certaines régions de l'Afrique où l'on

retrouve des membres de l'OCI, l'heure est à la gestion de crise.

Portée par une démographie et une urbanisation croissantes, la consommation de blé, et en particulier de pain, est en progression constante sur le continent. Des membres de l'OCI comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, depuis le déclenchement de la crise en Ukraine, font face à des difficultés d'approvisionnement en blé. En 2021, la Mauritanie se fournissait à 80% en blé russe, le Cameroun et le Bénin à 68%, le Sénégal à 52%, selon l'Organisation des Nations Unies

pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Au total, 16 pays d'Afrique dépendent à plus de 56% pour leur approvisionnement en blé de l'Ukraine et/ou de la Russie, auxquels viennent s'ajouter 26 pays ayant une dépendance inférieure. Aujourd'hui, face à cette dépendance dangereuse qui endigue l'agenda africain de sécurité et souveraineté alimentaires, la diversification des canaux de ravitaillement et même de production par des leviers ou mécanismes d'investissements constitue des alternatives incontournables. Le Programme d'action OCI-2025, adopté par la 13ème Conférence islamique au Sommet, tenue à Istanbul, en République de Turquie, les 14 et 15 avril 2016, qui a souligné l'impératif de promouvoir une coopération intra-OCI active dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, dans le cadre de l'objectif global de l'OCI de renforcer la coopération économique entre ses États membres, confirme cette urgence nécessitant à ce que les pays de l'OCI adressent mutuellement des solutions aux défis alimentaires qui planent sur certains pays membres. ■

ACTU ANALYSÉE

LE MAROC À GRANDE VITESSE

TGV, hydrogène vert, autoroute de l'eau, l'extension de Tanger Med... Le Maroc, sous la houlette de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a impulsé plusieurs grands chantiers de grande envergure qui jettent les bases d'un nouveau pays tourné vers l'émergence. Derrière ces chantiers de grands acabits se dessinent des artères de business et de véritables niches compétitives.

«Nous avons construit des infrastructures aux meilleurs standards internationaux, qui confèrent au Maroc une connectivité air-terre-mer inégalée dans la région : 2000 km de réseau autoroutier, la première ligne ferroviaire à grande vitesse d'Afrique, le plus grand port du continent sur la Méditerranée et, bientôt, le plus grand sur l'Atlantique, ainsi que 14 aéroports internationaux offrant une capacité de projection africaine très importante», avait déclaré le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, à la tribune de Davos. «Et aujourd'hui en Afrique et dans le monde, il est devenu une référence dans le domaine



TGV marocain, Al Boraq une nouvelle expérience du voyage.

de l'énergie renouvelable. Le gigantesque plan du leader OCP dans le domaine du vert est un témoignage patent de la grande transition écologique en marche. Ce sont des millions d'euros qui ont été mobilisés pour soutenir tous ses investissements qui

positionnent le Maroc dans l'ère du 21^e siècle. Pour des secteurs comme le ferroviaire, l'hydrogène ou l'eau, l'enjeu est de construire autour de ces niches de véritables écosystèmes dynamiques. La Conférence de haut niveau de l'OCI sur l'investissement public et privé, qui s'est tenue à Istanbul, en République de Turquie, les 8 et 9 décembre 2019, sur le thème «Ouvrir de nouvelles possibilités d'investissement intra-OCI: Investissement pour la solidarité et le développement» avait porté dans sa trame de réflexion les questions des investissements dans les pays de l'OCI. Rappelons d'ailleurs que le Maroc dans sa nouvelle Charte de l'investissement a décidé d'atteindre 550 MMDH d'investissements privés et 500 000 emplois à l'horizon 2026. «Nous sommes, au Maroc, conscients de nos atouts et de la place que nous souhaitons occuper. C'est justement pour les saisir que le Maroc s'est doté d'une nouvelle Charte de l'investissement, posant un nouveau cadre attractif et incitatif qui s'adresse à tous les investisseurs, nationaux comme étrangers, et à tous les investissements, petits et grands», avait précisé le chef du gouvernement dans son discours à Davos.. ■

Quand Tanger Med s'agrandit !

En réalisant un complexe logistique et industriel intégré à 35 km de la ville de Tanger, le Royaume du Maroc a souhaité offrir aux investisseurs potentiels un outil moderne et performant. Le projet Tanger Med I, dont la BEI a contribué au déploiement, à travers le financement à hauteur de 40 millions d'euros de l'acquisition de matériel de manutention au profit du concessionnaire du second terminal à conteneurs, offre une capacité de traitement de conteneurs de 3 millions de TEU (Twenty Feet Equivalent Unit ou Équivalent vingt pieds). Avec le projet Tanger Med II, cette capacité sera portée à 8 millions de TEU, à travers notamment la construction de deux nouveaux terminaux de conteneurs (TC3 et TC4), d'une longueur respective de 1 600 et 1 200 mètres linéaires de quai. Une fois déployé, ce nouveau port générera 5 000 emplois additionnels directs et 20 000 emplois additionnels indirects. Pour une enveloppe globale d'investissement de 1,3 milliard d'euros et sera composé de deux terminaux, le TC3 et le TC4. Avec ses 2 800 mètres de nouveaux docks, l'extension garantira une capacité additionnelle d'autres 6 millions d'EVP par an et cela permettra au port de Tanger Med d'être la plus importante plateforme logistique d'Afrique, la première en termes de capacités du bassin méditerranéen et l'une des premières dans le monde.



Tanger Med I avec ses TC1 et TC2

Économie du sport

QUAND LES PAYS DU GOLFE MONTRENT LA VOIE

Estimé actuellement à 2% du PIB mondial par l'OCDE, le secteur du sport en pleine croissance a généré des activités économiques et des emplois locaux pérennes dans certaines régions du monde. Comprenant ces avantages, les pays du Golfe ont impulsé ces dernières années une véritable roadmap stratégique dans ce secteur. Derrière ces grands coups de communication d'achat de célébrités du foot se cache un véritable écosystème.

Selon une étude du think tank BSI Economics, l'industrie des hydrocarbures représentait près de 75% des recettes publiques, 80% des exportations et 35% du PIB en 2019. Les trois derniers chocs sur le cours du baril (crise de 2008, surproduc-

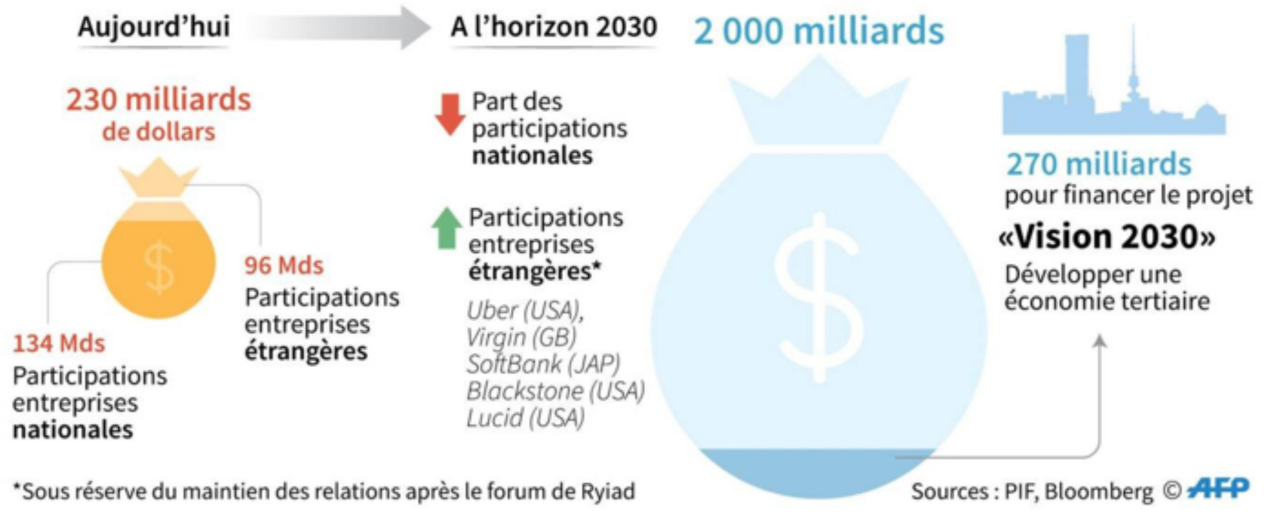
tion à partir de 2015, crise du Covid-19 en 2020) ont instantanément fait basculer le PIB en zone négative. Les effets se font aussi ressentir sur les finances publiques (-16 et -17 de déficit public en pourcentage du PIB en 2015 et 2016 respective-

ment) et sur les comptes extérieurs (déficit du compte courant à -9% du PIB et -4% sur les mêmes années).

Selon les chercheurs de BSI Economics, c'est pour répondre à cette problématique de dépendance .../...

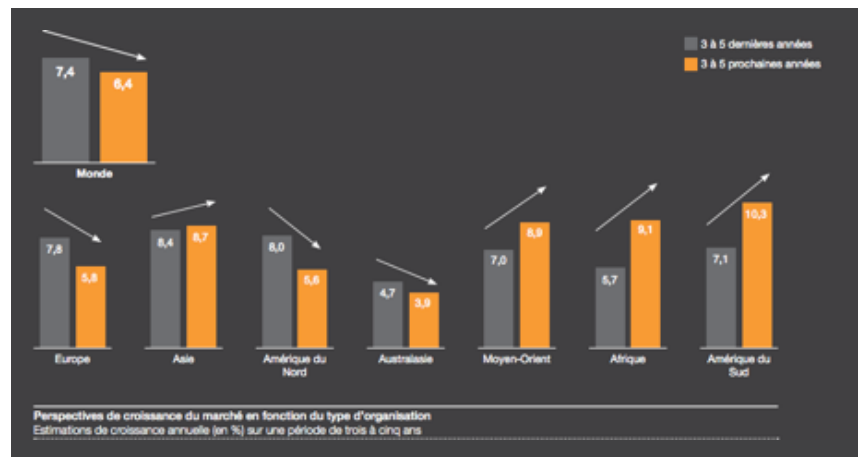
L'évolution du fonds souverain saoudien

Le royaume a établi une stratégie pour tenter de sortir de sa dépendance au pétrole



.../... à l'or noir qu'en 2016 l'Arabie Saoudite, sous l'impulsion de Son Altesse Royale le Prince Héritier Mohammed Ben Salmane, a lancé un programme de modernisation de son économie avec la présentation du Plan Vision 2030. L'ambition de ce programme est grande, puisqu'il vise un doublement du PIB de 2016 et un niveau de recettes publiques issues des nouveaux secteurs investis plus élevé que celui de l'industrie pétrolière. Le programme repose sur une diversification accélérée de l'économie avec un recours massif au secteur privé et aux investisseurs étrangers. Touchant plusieurs secteurs, notamment celui des loisirs par exemple, l'Arabie Saoudite a déployé ces dernières années un véritable dispositif.

Le pays a déjà organisé plusieurs événements sportifs majeurs, comme le Championnat du monde de Formule 1 depuis 2021 et la finale de la Ligue des champions asiatique en 2021. Il prévoit d'organiser d'autres événements majeurs dans les années à venir, comme les Jeux asiatiques d'hiver de 2029. Plus récemment, la Ligue de football saoudienne a recruté de très grands joueurs de la scène européenne avec l'arrivée du Ballon d'Or Karim Benzema, du champion du monde N'Golo Kanté, ou encore de Cristiano Ronaldo ! Un récent communiqué met en avant que le



sport et le divertissement sont désignés comme des «priorités» par le Fonds public d'investissement du gouvernement saoudien, en alignement avec la Vision 2030. Et pour atteindre ses objectifs, le Royaume peut compter sur des moyens quasiment illimités, matérialisés par le Fonds Souverain d'Investissement d'Arabie saoudite (le PIF, Public Investment Fund) qui gère plus de 600 milliards de dollars d'actifs.

Le Qatar

L'État du Qatar fut l'un des premiers pays de la région à investir massivement dans le sport. Sur le sol national tout d'abord, la construction d'installations sportives rutilantes va bon train. L'exemple le plus édifiant est l'Aspire Academy, fondée en 2004, un gigantesque complexe multisports ultra-moderne de 250 hectares situé dans la

banlieue de Doha : le véritable fleuron du sport qatari. Les principaux sports concernés sont le football, l'athlétisme, le squash, le tennis de table, l'escrime et la voile. Une priorité absolue est accordée au ballon rond avec l'organisation de la Coupe du monde 2022 qui fut un véritable coup de diplomatie sportive. Le football représente donc une grande majorité des effectifs recrutés. La qualité des installations a d'ailleurs amené plusieurs équipes européennes de renom à s'entraîner au sein de l'Aspire Academy lors de leur trêve hivernale, à l'instar du PSG, Manchester United, Bayern de Munich ou encore Ajax Amsterdam. En dehors de ses frontières, la diplomatie sportive qatarie est incarnée par des investissements à l'étranger, notamment via Oryx Qatar Sports Investments (Oryx QSI), filiale du fonds souverain Qatar

Investment Authority (QIA). Son Altesse Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, l'Émir de l'État du Qatar, est un grand amateur de sport. Il s'implique donc directement dans la stratégie sportive de son pays. De plus, il est membre du CIO depuis 2002 et président du Comité olympique qatari. Pour rappel, l'investissement qatari le plus réputé a été réalisé en France avec le rachat de 70% des parts du Paris Saint-Germain (PSG), club de la capitale, en 2011.

Les Émirats Arabes Unis (UAE)

Les EAU se montrent également très actifs sur la scène sportive internationale, avec Abu Dhabi et Dubaï dans le rôle de porte-étendards. L'émirat d'Abu Dhabi a fait une entrée notable dans le football européen durant l'été 2008 en rachetant le club anglais de Manchester City pour 210 M£, club qui est depuis devenu une référence nationale et continentale grâce à des moyens financiers considérables. En 2011, Etihad Airways, compagnie aérienne émiratie basée à Abu Dhabi, a signé un contrat sur dix ans contre 400 M£ pour le naming du stade et le sponsoring du maillot.

Parallèlement à cela, la holding Abu Dhabi United Group (ADUG) a développé le City Football Group, une société faitière rassemblant plusieurs équipes aux quatre coins du monde (États-Unis, Australie, Japon, Chine, Inde, Espagne, Belgique, France et Uruguay).

Bahreïn

Le Royaume de Bahreïn se distingue également par une présence croissante ces dernières années et des investissements significatifs. Une équipe cycliste professionnelle – nommée Bahrain Merida puis Bahrain McLaren – a été créée en 2016. Elle a obtenu le statut d'UCI WorldTeam, ce qui lui permet de participer aux plus grandes courses du monde. Autre exemple récent : le Royaume est devenu actionnaire minoritaire (5 M€ pour récupérer 20% des parts) et sponsor principal du Paris FC durant l'été 2020, club de football évoluant en deuxième division française.



La Saudi Motorsports Company organise le Grand Prix de Formule 1 à Djeddah du 7 au 9 mars 2024.



Un des joyeux stade où s'est déroulé la Coupe du Monde 2022 organisée par Qatar à Doha.



Mansour bin Zayed Al Nahyan (au centre), propriétaire émirati de Manchester City.



UAE Tour 2020 - 2ème édition - 1ère étape The Pointe - Dubai Silicon Oasis 148 km.

.../... Aujourd'hui, pour diversifier leurs différentes économies, les pays du Golfe ont décidé de se positionner dans le l'économie du sport qui actuellement représente 2% du PIB mondial, selon l'OCDE. Derrière ces loisirs, ce sont de véritables business qui sont en jeu.

Rappelons d'ailleurs que selon une étude de PWC, au cours des trois à cinq prochaines années, l'industrie du sport tout entière devrait connaître une progression favorable à un taux annuel de 6,4%, un taux toutefois inférieur à celui de 7,4% enregistré ces trois à cinq dernières années. De manière générale, les prévisions de croissance, relativement similaires à celles de l'étude précédente, demeurent solides. L'Asie et le Moyen-Orient ont été les marchés les plus prometteurs ces dix dernières années. Leurs prévisions de croissance se stabilisent, mais devraient rester robustes pour les trois à cinq prochaines années. ■

□ ACTU ANALYSÉE

Asie Sud-Est

INDONÉSIE LANCE SON TRAIN À GRANDE VITESSE

L'Indonésie a ouvert récemment sa première ligne de train à grande vitesse, une première en Asie du Sud-Est. Ce projet de plusieurs milliards de dollars relie la capitale Jakarta à Bandung en 45 minutes.



Le TGV Indo-chinois dépasse 350 km/h

Avec un coût de 5 milliards de dollars (4,7 milliards d'euros), le train à grande vitesse Jakarta-Bandung est «un symbole de la modernisation des transports publics, en parfaite connexion avec les autres modes de transport», a déclaré le président indonésien, Joko Widodo, lors d'une conférence de presse publique à la gare centrale de la capitale indonésienne. Le train a été conçu pour embarquer plus de 600 passagers entre Jakarta et la grande ville de Bandung, au sud-est de la capitale, en trois quarts d'heure, soit environ deux heures de moins qu'auparavant. Rappelons que cet investis-

sement fait partie de l'initiative chinoise appelée «Nouvelles routes de la soie», plan pharaonique qui doit permettre de développer, grâce à des fonds chinois, des routes, des ports, des chemins de fer et d'autres infrastructures hors de Chine. Cette première ligne LGV en Indonésie pose également les opportunités de collaboration en termes d'expansion du réseau et surtout de création d'industrie locale. Ce qui implique de véritables flux d'investissements. Certains pays de l'OCI pourraient éventuellement se positionner pour les phases d'extension du réseau LVG indonésien. ■

À PARAÎTRE PROCHAINEMENT

LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

NUMÉRO 174
SEP. / OCT. 2023



□ ACTU CHIFFRÉE

14,36 MILLIONS

de visiteurs internationaux à Dubaï

Longtemps considérées comme rationalistes, les économies des pays du Moyen-Orient sont en train de faire une véritable révolution positive.

Selon les dernières données publiées par le Département de l'économie et du tourisme (DET), Dubaï a accueilli 14,36 millions de visiteurs internationaux en 2022, en croissance de 97% en glissement annuel par rapport aux 7,28 millions d'arrivées de touristes en 2021.

En pleine croissance, affichant l'un des taux de reprise les plus élevés au monde après la pandémie, Dubaï a été également couronnée première destination mondiale dans le cadre des Prix du choix des voyageurs de TripAdvisor pour la deuxième année consécutive, consolidant ainsi sa position de destination touristique préférée au monde. Il est difficile aujourd'hui de ne pas voir les grandes mutations de développement tant sur le plan économique, urbanistique que technologique dans certains pays membres de l'OCI dans la région du Moyen-Orient.

Avec son melting-pot culturel, son infrastructure financière de classe mondiale et son environnement d'exploitation rassurant, Dubaï s'impose comme un modèle de réussite économique. Une réussite que cet Émirat doit à une éner-



Bus touristique circulant sur les grandes avenues de Dubaï.

gique politique de diversification économique. Du côté de son voisin saoudien, «Red Sea», un projet qui a pour ambition d'aménager des îles au large de la côte pour accueillir du tourisme haut de gamme, est au cœur des priorités étatiques.

C'est pour mener à bien ce projet qu'en 2018 la société The Red Sea Development Company a été créée. Selon cette même société, ce sont près de 580 millions USD de contrats qui auraient été attribués depuis sa création,

principalement pour des infrastructures routières (routes, aéroports, ponts). À terme, le secteur devrait représenter 10% du PIB d'ici 2030 (80 Mds USD) contre actuellement 3%. Rappelons que le projet Red Sea vise à dynamiser le tourisme international haut de gamme. Il prévoit l'aménagement d'un archipel de 90 îles et se base sur un écosystème (zéro déchet, 100% renouvelable). Il espère attirer un million de touristes par an. Le projet se présente comme le plus avancé en termes de montants des contrats attribués. ■

La cité futuriste NEOM

C'est un projet de création de ville futuriste, basée sur les nouvelles technologies. Dotée d'un réseau ultra haut débit sans fil, la ville sera connectée, fonctionnera avec un système énergétique 100% renouvelable et sera dépourvue de voitures. Située au nord-ouest du pays (frontière égyptienne et jordanienne), la ville fera 26 500 km² et nécessitera près de 500 Mds USD d'investissements d'ici 2030. La cité futuriste se voudra un laboratoire vivant, propice à l'entrepreneuriat et aux innovations. La ville a son aéroport depuis 2019 et le siège de la société en charge du projet (détenue à 100% par le PIF) a été déplacé de la capitale à Neom. En juillet 2020, un contrat de 5 milliards USD a été signé avec une compagnie américaine pour la production d'ammoniac vert à base d'hydrogène. L'usine de production sera elle-même alimentée par des sources d'énergies renouvelables.



Neom, le projet de ville futuriste en Arabie Saoudite

EN BREF

► **Le Maroc, la décennie de l'or vert...** Devant les membres de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), le ministre chargé de l'Investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques, M. Mohcine Jazouli, a présenté les différentes dispositions prévues par la nouvelle Charte de l'investissement. Celle-ci instaure un système de soutien complet à travers 4 dispositifs, dont un dispositif principal et 3 dispositifs spécifiques. Pour ce qui est du dispositif de soutien principal, il s'articule autour de 5 primes communes, une prime territoriale et une prime sectorielle, pouvant bénéficier aux entreprises éligibles sur la base du montant de l'investissement et du nombre d'emplois stables à créer.

► **Gaz, La Côte d'Ivoire en pole position** Deux ans après la découverte du gisement offshore Baleine, le gouvernement ivoirien et son partenaire italien Eni ont officialisé récemment le démarrage de la première phase de production. «Ce délai de mise en exploitation est un record dans notre industrie», souligne Claudio Descalzi, le PDG de la compagnie pétrolière basée à Rome, dans une communication datée du 28 août. Avec des ressources estimées à 2,5 milliards de barils de pétrole brut et à 3.300 milliards de pieds cubes de gaz naturel, ce gisement offshore permet au pays de multiplier par 20 ses réserves d'or noir. Jusque-là producteur modeste d'hydrocarbures, avec environ 30 000 bp/j, la Côte d'Ivoire ambitionne de devenir un «important» producteur sur le continent.

► **30 M€ pour soutenir les ME en Tunisie, en Égypte et au Maroc...** La BERD a annoncé récemment son engagement à verser jusqu'à 30 millions d'euros à «Mediterrania Capital IV (MC IV)», le nouveau fonds levé par «Mediterrania Capital Partners», pour soutenir les moyennes entreprises (ME) en Tunisie, en Égypte et au Maroc. Ce fonds vise à générer des plus-values à long terme à partir d'investissements en actions et d'investissements connexes dans cette catégorie d'entreprises dans ces trois pays.

► **E-commerce : Alibaba va investir 2 milliards de dollars en Turquie** Alibaba, le géant chinois du commerce en ligne, a l'intention d'investir 2 milliards de dollars en Turquie, suite à une rencontre avec le Président turc Recep Tayyip Erdogan. C'est Michael Evans, président du géant chinois, qui a fait cette annonce sur son compte X (ex-Twitter). Il précise qu'Alibaba a confiance dans «les fondamentaux économiques sains» de la Turquie. Alibaba a déjà investi 1,4 milliard de dollars dans le pays via son unité locale Trendyol, leader turc dans le commerce digital, détenu à 76% au dernier décompte.

► **Gazoduc Maroc-Nigéria: Un projet panafricain à 25 milliards de dollars** Lancé en 2016 à Abuja, au Nigéria, sous la présidence de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et du Président nigérian Muhammadu Buhari, le Gazoduc Nigéria-Maroc, long de quelque 5 000 km, devrait acheminer le gaz des champs du golfe de Guinée jusqu'à la Côte méditerranéenne du Maroc, en traversant pas moins de onze pays ouest-africains. Et à l'heure où sur le continent la question de l'énergie est un défi de gouvernance et surtout de paix sociale, ce projet se présente comme une alternative idoine : son aura géostratégique et sa pertinence économique séduit sur le continent. Et le 24 octobre dernier, en marge de la 3e édition du Sommet africain du gaz et du pétrole à Marrakech, une importante réunion du Comité du pilotage du projet a eu lieu. Cette réunion était consacrée au suivi dudit projet. Rappelons que la dernière communication sur le projet datait d'avril dernier, où le président-directeur général de la NNPCL, Mele Kyari, dans une conférence de presse, avait expliqué que le projet avance selon le planning établi.

► **Bénin : Quand la BM soutient la résilience** La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le 18 septembre, avoir approuvé l'octroi d'un financement de 230 millions de dollars au Bénin pour aider ce pays d'Afrique de l'Ouest à engager des réformes visant à renforcer la croissance tirée par le secteur privé, à stimuler la collecte des recettes nationales et à renforcer la résilience sociale et climatique.

► **Ouganda: Turbo sur le vert** L'émirati AMEA Power a signé récemment un accord d'achat d'électricité et un autre de mise en œuvre de 20 ans en Ouganda pour un projet solaire de 25 MWp. Dans le détail, le premier a été signé avec l'Uganda Electricity Transmission Company Limited (UETCL) et le second avec le Ministère de l'Énergie et du Développement Minéral (MEMD). Il s'agit de la toute première transaction d'AMEA dans un pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ouvrant la voie à une expansion future dans les secteurs de l'éolien et du stockage d'énergie par batterie en Ouganda et dans l'ensemble de la région, indique un communiqué publié le 21 septembre par la société.

► **Indonésie : Mitsubishi Motors prévoit d'investir 375 millions de dollars en 2024** Le ministère indonésien de l'Industrie a révélé que le constructeur automobile japonais Mitsubishi Motors prévoyait d'investir 5,7 billions de rupiahs (375,25 millions de dollars) en 2024 pour accroître sa capacité de production dans le pays. L'entreprise prévoit d'augmenter sa capacité de production jusqu'à 250 000 unités par an en 2024 et de commencer la production du véhicule électrique à batterie Minicab-MiEV dans son usine en Indonésie d'ici la fin de l'année, selon un communiqué du ministère.

► **Mauritanie : La SFI se mobilise pour les PME** La Société financière internationale (SFI) et la Banque mauritanienne de l'investissement (BMI) ont signé un accord de partenariat d'une ligne de crédit et de trésorerie de 30 millions de dollars. Cette enveloppe est destinée au financement des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries (PME-PMI).

► **Gabon : Le groupe Tullow rassure** Rahul Dhir, le PDG de la compagnie pétrolière Tullow Oil, s'est exprimé récemment au sujet des opérations pétrolières réalisées au Gabon. Tullow Oil a fourni une part non négligeable des 191 000 b/j d'or noir produits au Gabon en 2022, d'après les données d'Energy Institute.



Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

agenda



■ **3^{ème} ÉDITION DE LA FOIRE DU TOURISME DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**

20-22 novembre 2023 - Doha - État du Qatar

■ **OIC COFFEE MEET CAMEROUN**

28-29 novembre 2023- Yaoundé, République du Cameroun

■ **ATELIER SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES AU PROFIT DES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET DES COOPÉRATIVES DES PAYS FRANCOPHONES DE L'OCI**

11-15 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

■ **ICDT INVEST DAYS N'DJAMENA**

13-14 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

■ **ATELIER DE SENSIBILISATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SPC-OCI AU NIVEAU DE LA CEMAC**

14 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

■ **SOMMET ISLAMIQUE DE L'OCI**

16-17 décembre 2023 - Banjul, République de la Gambie

■ **ATELIER SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES AU PROFIT DES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET DES COOPÉRATIVES DES PAYS ANGLOPHONES DE L'OCI**

18-20 décembre 2023 - Banjul, République de la Gambie

■ **ATELIER DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRÉPARATIF À LA 13^{ème} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC AU PROFIT DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**

11-12 janvier 2024 - Tunis, République Tunisienne

■ **ATELIER SUR LES MESURES DE LA DÉFENSE COMMERCIALE AU PROFIT DES PAYS ARABES**

22-23 février 2024 - Casablanca, Royaume du Maroc

■ **RÉUNION DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DE LA ZONE OCI**

25-26 janvier 2024 - Marrakech, Royaume du Maroc

■ **5^e SALON DE LA SANTÉ OCI**

4-7 juillet 2024 - Dakar, République du Sénégal



Centre Islamique
pour le Développement du Commerce

ORGANE SUBSIDIAIRE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

Tour des Habous 11/12^{ème} étage 20000 Casablanca-Maroc

+212 522 314 974

contact@icdt-cidc.org

www.icdt-oic.org